ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 29 octobre 1973, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "modifiant et complétant l'arrêté royal du 19 mai 1972 portant fixation de certaines dispositions statutaires du personnel de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite", a donné le 6 février 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e oktober 1973 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 19 mei 1972 houdende vaststelling van sommige statutaire bepalingen voor het personeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas", heeft de 6e februari 1974 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Dans l'intitulé, les mots "et complétant" peuvent être omis.

*
* *

DIVISION DU PROJET.

Au lieu de diviser le projet en titres qui correspondent aux dispositions modificatives (titre I) et aux dispositions transitoires (titre II), il serait préférable d'incorporer toutes les dispositions du projet dans l'arrêté royal du 19 mai 1972, la justification des dispositions transitoires nécessitant inévitablement la référence au texte auquel il est dérogé. Les articles 5 et 7 du projet seraient regroupés ainsi dans le chapitre VIII de l'arrêté royal du 19 mai 1972, qui contient déjà des dispositions transitoires et dont l'intitulé deviendrait "Dispositions transitoires et finales".

Le projet se présenterait de la manière suivante :

.../...

Article 1er : modification aux articles 3 et 22 de l'arrêté royal du 19 mai 1972 (article 1er du projet partim).

Article 2 : : insertion d'un chapitre VII nouveau (article 2, § 2, du projet).

§ 1er. Dispositions générales.

article 38 (amendement du Gouvernement).

§ 2. Du stage et de la nomination à titre définitif.

article 39 (article 40, alinéa 1er du projet).

§ 3. De la promotion.

article 40 (article 41, alinéa 1er du projet).

article 41 (article 42 du projet).

§ 4. Du changement de grade.

article 42 (article 43 du projet).

article 43 (article 45 du projet).

§ 5. Des épreuves techniques et des tests psychotechniques.

article 44 (amendement du Gouvernement).

Article 3 : insertion d'un chapitre VIII nouveau (articles 2, § 1er, 5 et 7 du projet).

article 45 (article 39 arrêté royal du 19 mai 1972).

article 46 (article 5 du projet).

article 47 (article 7 du projet).

article 48 (article 39 arrêté royal du 19 mai 1972).

article 49 (article 40 arrêté royal du 19 mai 1972).

.../...

Article 4 : remplacement des annexes (article 4 du projet L.11.937 + projet L.11.944).

Article 5 : exécutoire (article 9 du projet).

*

* *

DISPOSITIONS DU PROJET.

Article 1er du projet.

Certains grades accessibles par promotion ou changement de grade (annexe III arrêté royal du 19 mai 1972) peuvent également être conférés par voie de recrutement. Pour éviter toute difficulté dans l'application des diverses lois sur les priorités, il faudrait compléter l'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 19 mai 1972 par la disposition suivante :

"Les grades qui figurent à la fois aux annexes II et III du présent arrêté ne sont conférés par recrutement que sur la décision du conseil d'administration".

Cette disposition pourrait faire l'objet d'un paragraphe 1er à l'article 1er du projet, le paragraphe 2 reprenant les modifications apportées à l'article 22 du même arrêté.

*

.../...

Il est proposé de rédiger en ces termes la seconde partie du 5° de cet article 22 :

"... toutefois, en ce qui concerne les fonctions d'un caractère technique ou spécialisé, le conseil d'administration peut imposer les diplômes ou certificats d'études techniques jugés nécessaires selon la nature des fonctions à exercer".

*

* *

Article 2 du projet.

§ 1er. Dans la nouvelle présentation du projet proposée par le Conseil d'Etat, l'article 2 s'énoncerait comme suit :

"Un chapitre VII nouveau rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté" (la suite comme à l'article 2, § 2, du projet).

*

Les amendements présentés par le Gouvernement au cours de l'examen du projet permettent la suppression des articles 38, 40, alinéa 2, 41, alinéa 2, et 44, tels qu'ils figurent au projet.

*

.../...

Le Gouvernement propose de fusionner les articles 38 et 39 en une seule disposition ainsi rédigée :

"38. Les informaticiens A, B, C et D, les analystes, les controllers, les chefs opérateurs mécanographes, les programmeurs, les opérateurs mécanographes, les premiers mécanographes spécialistes et les mécanographes, ainsi que les conseillers techniques et les ingénieurs techniciens affectés au Centre de Traitement de l'Information peuvent être soumis à un horaire qui comporte des prestations de nuit".

*

Tenant compte de l'amendement du Gouvernement, le texte de l'article 40 (devenant l'article 39) serait mieux rédigé comme suit :

"39. La nomination à titre définitif des agents recrutés dans l'un des grades visés à l'article 38, ainsi que celle des agents auxquels l'un de ces grades est conféré par changement de grade, peuvent être subordonnées par le conseil d'administration à la réussite d'une épreuve technique se rapportant aux qualifications particulières requises pour l'exercice de fonctions au Centre de Traitement de l'Information".

.../...

Les conditions de promotion doivent être insérées dans le corps même de l'arrêté au lieu d'être mentionnées exclusivement dans les annexes. Aussi l'article 41 (devenant l'article 40) serait-il mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Le conseiller technique est nommé sur comparaison des titres et des mérites parmi les analystes et les controllers qui ont au moins deux ans d'ancienneté de rang dans ces grades et qui sont lauréats d'une épreuve technique (se rapportant aux qualifications particulières exigées).

§ 2. L'analyste est nommé au concours parmi les programmeurs qui ont une ancienneté de grade de 4 ans au moins à la date des inscriptions et qui sont lauréats d'une ou **de** plusieurs épreuves techniques (se rapportant aux qualifications particulières exigées).

§ 3. Le controller est nommé au concours parmi les chefs opérateurs-mécanographes et les programmeurs qui ont une ancienneté de rang d'au moins quatre ans dans leur grade à la date de la clôture des inscriptions et qui sont lauréats d'une ou de plusieurs épreuves techniques (se rapportant aux qualifications particulières exigées).

.../...

§ 4. Le chef opérateur-mécanographe et le programmeur sont nommés au concours parmi les opérateurs mécanographes qui ont une ancienneté de grade d'au moins cinq ans à la date de clôture des inscriptions et qui sont lauréats d'une ou de plusieurs épreuves techniques (se rapportant aux qualifications particulières exigées).

§ 5. Le premier mécanographe spécialiste est nommé à l'ancienneté de grade parmi les mécanographes qui ont réussi une épreuve technique".

*

L'article 42 nouveau (devenant l'article 41) serait mieux rédigé comme suit :

"Un agent ne peut obtenir une promotion, qui n'est pas attribuée au concours, que s'il a au moins le signalement "très bon" (analogie avec l'article 11)".

*

L'observation formulée à propos de l'article 41 (devenant l'article 40) vaut pour les conditions relatives au changement de grade : l'article 43 (devenant l'article 42) devrait donc être libellé comme suit :

.../...

"§ 1er. Le chef opérateur-mécanographe est nommé parmi les programmeurs selon l'ancienneté de grade.

§ 2. Le programmeur est nommé à l'ancienneté de niveau parmi les commis techniques qui ont réussi un test psychotechnique.

§ 3. L'opérateur mécanographe est nommé à l'ancienneté de niveau parmi les commis qui ont réussi un test psychotechnique".

*

La condition d'ancienneté doit être précisée à l'article 45 (devenant l'article 43) qui, compte tenu de l'amendement du Gouvernement, serait rédigé comme suit :

"Le premier mécanographe spécialiste et le mécanographe qui ont au moins 16 ans d'ancienneté dans ces grades et qui désirent une nomination par changement de grade respectivement au grade de commis ou de classeur expéditionnaire adressent une demande écrite au Directeur général.

La nomination se fait par priorité selon l'ordre chronologique ... (la suite comme au projet)".

*

Article nouveau (deviendrait l'article 44).

L'organisation des épreuves prévues aux articles 39, 40 et 44 gagnerait à faire l'objet d'une seule disposition. Le Ministre propose l'amendement suivant :

"Un § 5 devrait être ajouté au Chapitre VII nouveau. Il serait intitulé : "Des épreuves techniques et des tests psychotechniques".

Il comprendrait un article 45 qui pourrait être ainsi rédigé :

"45. Le conseil d'administration fixe les modalités et le programme des épreuves techniques et des tests psychotechniques ainsi que les qualifications exigées des membres du jury. Ces derniers sont désignés par le Directeur général".

Article 3 du projet.

Dans la version proposée par le Conseil d'Etat, l'article 3 deviendrait :

"Le chapitre VII "Dispositions finales" du même arrêté devient le chapitre VIII "Dispositions transitoires et finales" et les articles 38, 39 et 40 deviennent respectivement les articles 45, 48 et 49. Les articles 46 et 47 insérés dans le même arrêté sont libellés comme suit :

Article 46 ... (article 5 du projet -V. infra).
Article 47 ... (article 7 du projet -V. infra).

.../...

Article 4 du projet.

Dans la version proposée par le Conseil d'Etat, l'article 4 serait libellé comme suit :

"Les annexes I, II et III du même arrêté royal sont remplacées par les annexes du présent arrêté".

Pour rappel, ces annexes sont :

- en ce qui concerne l'annexe I, l'annexe I du projet L. 11.944/2 introduit par lettre ministérielle du 30 octobre 1973;
- en ce qui concerne l'annexe II, l'annexe II du projet L. 11.944/2 introduit par lettre ministérielle du 30 octobre 1973 corrigée conformément à l'article 3 du projet L. 11.937/2 introduit par lettre ministérielle du 29 octobre 1973, c'est-à-dire dans laquelle le grade de conseiller technique est supprimé;
- en ce qui concerne l'annexe III, l'annexe III du projet L. 11.937/2 introduit par lettre ministérielle du 29 octobre 1973.

*

* *

Article 5 du projet.

Le Ministre justifie, dans sa lettre du 18 décembre, les promotions au grade d'opérateur mécanographe (article 5, 7°) et de premier mécanographe spécialiste (article 5, 8°) avec des dates de prise d'effet

.../...

différentes par la considération que "... la rétroactivité ne peut remonter au-delà de la date à laquelle les conditions nécessaires pour obtenir cette promotion ont été réunies". Le texte soumis au Conseil d'Etat, s'il traduit cette volonté pour les opérateurs mécanographes (7°) qui sont promus rétroactivement au moment où ils ont réussi l'épreuve technique spéciale, n'est pas conforme à cette volonté pour les premiers mécanographes spécialistes qui sont nommés rétroactivement à la date non pas de la réussite de l'épreuve technique spéciale, mais à celle à laquelle ils ont été chargés d'exercer les fonctions de premier mécanographe spécialiste. La rédaction de l'alinéa 3 de l'article 5 devrait donc être mise en concordance avec la volonté du Gouvernement en donnant effet aux promotions visées tant au 7° qu'au 8° à la date à laquelle l'agent a réussi l'épreuve technique spéciale, de manière à éviter toute discrimination dans le traitement des agents.

*

Dans la version proposée par le Conseil d'Etat, l'article 5 devient la disposition exécutoire (actuel article 8 du projet), la matière de l'article 5 actuel étant traitée dans l'article 3, sous l'article 46.

*

* *

.../...

Article 6 du projet.

L'article 6 du projet introduit une différence de traitement entre informaticiens porteurs du même diplôme requis et exerçant les mêmes fonctions, au détriment des agents qui ont été nommés conformément à l'article 5 du projet.

Le Gouvernement justifie la disposition par les considérations que :

"La règle contenue dans le premier alinéa de l'article 6 du projet répond au souci de ne pas donner aux chefs de bureau devenus informaticiens A par changement de grade une situation meilleure que celle de leurs collègues restés chefs de bureau.

Ces chefs de bureau ont acquis au Centre de Traitement de l'Information une formation pratique qui leur permet, avantageusement pour la Caisse générale d'épargne et de retraite, d'occuper des emplois d'informaticien A puis B.

Mais ces qualifications ne sont pas suffisantes pour justifier une différence de situation.

L'alinéa 2 répond aux mêmes préoccupations que l'alinéa 1er : ouvrir aux intéressés la carrière d'informaticien C plutôt que de concourir avec leurs anciens collègues pour l'accès à la carrière de chef de service leur eût donné un avantage injustifié".

.../...

Malgré cette explication, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons objectives qui rendraient la discrimination portée par l'article 6 du projet entre les informaticiens porteurs des mêmes diplômes et exerçant les mêmes fonctions conciliable avec le principe constitutionnel de l'égalité.

L'article 6 du projet doit donc être omis.

Article 7 du projet.

L'alinéa 2 traduirait mieux l'intention du Gouvernement s'il était rédigé comme suit : "Ils sont affectés par priorité aux emplois vacants de classeurs expéditionnaires et de commis". Il semble bien que la nomination et l'affectation auront lieu en même temps. Si par l'article 7, le Gouvernement entendait déroger également aux conditions de nomination prévues par le statut, notamment l'ancienneté requise, la demande écrite au Directeur général, il y aurait lieu de le mentionner expressément dans la disposition.

*

L'article 7 disparaît dans la version proposée par le Conseil d'Etat (v. supra. sous article 3 : article 47).

*

* *

.../...

Article 8 du projet.

Il disparaît dans la version proposée par le Conseil d'Etat (v. supra., sous article 5).

OPSCHRIFT.

In het opschrift kunnen de woorden "en aanvulling" vervallen.

*
* *

INDELING VAN HET ONTWERP.

In plaats van het ontwerp in te delen in titels die overeenkomen met de wijzigingsbepalingen (titel I) en met de overgangsbepalingen (titel II), ware het verkieslijk alle bepalingen van het ontwerp in te voegen in het koninklijk besluit van 19 mei 1972, aangezien het voor de verantwoording van de overgangsbepalingen onvermijdelijk is dat wordt verwezen naar de tekst waarvan wordt afgeweken. De artikelen 5 en 7 van het ontwerp zouden aldus samenkomen in hoofdstuk VIII van het koninklijk besluit van 19 mei 1972, dat reeds overgangsbepalingen bevat en waarvan het opschrift zou worden : "Overgangs- en slotbepalingen".

Het ontwerp zou er dan als volgt uitzien :

Artikel 1 : wijziging van de artikelen 3 en 22 van het koninklijk besluit van 19 mei 1972 (artikel 1 van het ontwerp, partim).

.../...

Artikel 2 : invoeging van een nieuw hoofdstuk VII (artikel 2, § 2, van het ontwerp).

§ 1. Algemene bepalingen.

artikel 38 (amendement van de Regering).

§ 2. Stage en benoeming in vast verband.

artikel 39 (artikel 40, eerste lid, van het ontwerp).

§ 3. Bevordering.

artikel 40 (artikel 41, eerste lid, van het ontwerp).

artikel 41 (artikel 42 van het ontwerp).

§ 4. Verandering van graad.

artikel 42 (artikel 43 van het ontwerp).

artikel 43 (artikel 45 van het ontwerp).

§ 5. Technische examens en psychotechnische tests.

artikel 44 (amendement van de Regering).

Artikel 3 : invoeging van een nieuw hoofdstuk VIII (artikelen 2, § 1, 5 en 7 van het ontwerp).

artikel 45 (artikel 39 van het koninklijk besluit van 19 mei 1972).

artikel 46 (artikel 5 van het ontwerp).

artikel 47 (artikel 7 van het ontwerp).

artikel 48 (artikel 39 van het koninklijk besluit van 19 mei 1972).

artikel 49 (artikel 40 van het koninklijk besluit van 19 mei 1972).

.../...

Artikel 4 : vervanging van de bijlagen (artikel 4 van ontwerp L.11.937 + ontwerp L.11.944).

Artikel 5 : uitvoeringsbepaling (artikel 9 van het ontwerp).

*

* *

BEPALINGEN VAN HET ONTWERP.

Artikel 1 van het ontwerp.

Sommige graden waarin door bevordering of door verandering van graad wordt benoemd (bijlage III van het koninklijk besluit van 19 mei 1972) kunnen ook bij aanwerving worden verleend. Om moeilijkheden bij de toepassing van de diverse prioriteitswetten te ondervangen, zou artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 mei 1972 met de volgende bepaling moeten worden aangevuld :

"De graden die zowel in bijlage II als in bijlage III van dit besluit voorkomen, worden alleen bij beslissing van de raad van beheer door aanwerving verleend".

Deze bepaling zou § 1 van artikel 1 van het ontwerp kunnen worden, terwijl in § 2 de wijzigingen kunnen worden opgenomen die in artikel 22 van hetzelfde besluit worden aangebracht.

*

.../...

Het tweede gedeelte van de tekst onder 5° van dat artikel 22 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"... voor technische en gespecialiseerde ambten mag de raad van beheer evenwel de volgens de aard van de uit te oefenen ambten nodig geachte diploma's of getuigschriften van technisch onderwijs eisen".

*

* *

Artikel 2 van het ontwerp.

§ 1. In de nieuwe opmaak van het ontwerp, zoals de Raad van State die voorstelt, zou artikel 2 als volgt worden geformuleerd :

"In hetzelfde besluit wordt een nieuw hoofdstuk VII ingevoegd, luidend als volgt" (voorts zoals in artikel 2, § 2, van het ontwerp).

*

Ten gevolge van de door de Regering tijdens de behandeling van het ontwerp ingediende amendementen kunnen de artikelen 38, 40, tweede lid, 41, tweede lid, en 44, zoals die in het ontwerp voorkomen, vervallen.

*

.../...

De Regering stelt voor, de artikelen 38 en 39 samen te voegen tot één bepaling die als volgt kan worden geredigeerd :

"38. De informatici A, B, C en D, analisten, controllers, hoofdoperateurs-mechanografen, programmeurs, operateurs-mechanografen, eerste mechanografen-specialisten en mechanografen alsook de aan het Centrum voor informatieverwerking verbonden technisch adviseurs en technisch ingenieurs kunnen worden onderworpen aan een dienstregeling die nachtprestaties omvat".

*

Met inachtneming van het Regeringsamendement kan de tekst van artikel 40 (dat artikel 39 wordt) beter als volgt worden geredigeerd :

"39. De benoeming in vast verband van de personeelsleden die zijn aangeworven in een van de graden bedoeld in artikel 38, alsook die van de personeelsleden aan wie een van die graden wordt verleend door verandering van graad, kunnen door de raad van beheer afhankelijk worden gemaakt van het slagen voor een technisch examen in verband met de bijzondere kwalificaties die vereist zijn voor het uitoefenen van een ambt bij het Centrum voor informatieverwerking".

.../...

De voorwaarden voor bevordering moeten in het besluit zelf opgenomen, niet alleen maar in de bijlagen vermeld worden. Artikel 41 (dat artikel 40 wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De technisch adviseur wordt na vergelijking van aanspraken en verdiensten benoemd uit de analisten en controllers die ten minste twee jaar ranganciënniteit in die graden hebben en geslaagd zijn voor een technisch examen (over de vereiste bijzondere kwalificaties).

§ 2. De analist wordt na vergelijkend examen benoemd uit de programmeurs die ten minste vier jaar graadanciënniteit hebben op de dag van het afsluiten van de inschrijvingen en geslaagd zijn voor een of meer technische examens (over de vereiste bijzondere kwalificaties).

§ 3. De controller wordt na vergelijkend examen benoemd uit de hoofdoperateurs-mechanografen en programmeurs die ten minste vier jaar ranganciënniteit in hun graad hebben op de dag van het afsluiten van de inschrijvingen en geslaagd zijn voor een of meer technische examens (over de vereiste bijzondere kwalificaties).

.../...

§ 4. De hoofdoperateur-mechanograaf en de programmeur worden na vergelijkend examen benoemd uit de operateurs-mechanografen die ten minste vijf jaar graadanciënniteit hebben op de dag van het afsluiten van de inschrijvingen en geslaagd zijn voor een of meer technische examens (over de vereiste bijzondere kwalificaties).

§ 5. De eerste mechanograaf-specialist wordt naar graadanciënniteit benoemd uit de mechanografen die geslaagd zijn voor een technisch examen".

*

Het nieuwe artikel 42 (dat artikel 41 wordt) kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Een bevordering die niet na vergelijkend examen wordt verleend, kan maar worden verkregen door een personeelslid dat ten minste de beoordeling "zeer goed" heeft (analogie met artikel 11)".

*

.../...

De opmerking die gemaakt is in verband met artikel 41 (dat artikel 40 wordt) geldt ook voor de voorwaarden inzake verandering van graad : artikel 43 (dat artikel 42 wordt) zou dus als volgt moeten worden gelezen :

"§ 1. De hoofdoperateur-mechanograaf wordt naar graadanciënniteit benoemd uit de programmeurs.

§ 2. De programmeur wordt naar niveau-anciënniteit benoemd uit de technisch klerken die geslaagd zijn voor een psychotechnische test.

§ 3. De operateur-mechanograaf wordt naar niveau-anciënniteit benoemd uit de klerken die geslaagd zijn voor een psychotechnische test".

*

De anciënniteitsvoorwaarde moet worden gepreciseerd in artikel 45 (dat artikel 43 wordt) dat, rekening gehouden met het Regeringsamendement, als volgt kan worden geredigeerd :

"De eerste mechanograaf-specialist en de mechanograaf die ten minste 16 jaar anciënniteit hebben in die graden en die door verandering van graad benoemd willen worden tot klerk respectievelijk tot klasseerder-kopiist, richten een schriftelijke aanvraag aan de directeur-generaal.

De benoeming geschiedt bij voorrang volgens de chronologische orde van de aanvragen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

.../...

Nieuw artikel (dat artikel 44 zou worden).

De organisatie van de in de artikelen 39, 40 en 44 bedoelde examens zou beter in een enkele bepaling worden geregeld. De Minister stelt het volgende amendement voor :

"Aan het nieuwe hoofdstuk VII zou een § 5 moeten worden toegevoegd. Als opschrift wordt voorgesteld : "Technische examens en psychotechnische tests".

In dat hoofdstuk zou een artikel 45 komen dat als volgt kan worden geredigeerd :

"45. De raad van beheer bepaalt de nadere regelen en het programma van de technische examens en psychotechnische tests alsook de kwalificaties die worden vereist van de leden van de examencommissie. Deze laatsten worden door de directeur-generaal aangewezen.

Artikel 3 van het ontwerp.

In de door de Raad van State voorgestelde tekst zou artikel 3 als volgt luiden :

"Hoofdstuk VII "Slotbepalingen" van hetzelfde besluit wordt hoofdstuk VIII "Overgangs- en slotbepalingen" en de artikelen 38, 39 en 40 worden onderscheidenlijk de artikelen 45, 48 en 49. De in hetzelfde besluit ingevoegde artikelen 46 en 47 luiden als volgt :

Artikel 46 ... (artikel 5 van het ontwerp - Zie infra).

Artikel 47 ... (artikel 7 van het ontwerp - Zie infra)".

.../...

Artikel 4 van het ontwerp.

In de door de Raad van State voorgestelde versie zou artikel 4 als volgt luiden :

"De bijlagen I, II en III van hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen van dit besluit".

Pro memorie : die bijlagen zijn :

- wat bijlage I betreft, bijlage I van het ontwerp L. 11.944/2, ingediend bij brief van de Minister van 30 oktober 1973;
- wat bijlage II betreft, bijlage II van ontwerp L. 11.944/2, ingediend bij brief van de Minister van 30 oktober 1973, verbeterd overeenkomstig artikel 3 van ontwerp 11.937/2, ingediend bij brief van de Minister van 29 oktober 1973, namelijk die waarin de graad van technisch adviseur is geschrapt;
- wat bijlage III betreft, bijlage III van ontwerp L. 11.937/2, ingediend bij brief van de Minister van 29 oktober 1973.

*

* *

Artikel 5 van het ontwerp.

In zijn brief van 18 december verantwoordt de Minister de bevorderingen tot operateur-mechanograaf (artikel 5, 7°) en tot eerste mechanograaf-specialist (artikel 5, 8°) met ingang van verschillende data, als volgt : "... de bepalingen mogen niet verder terugwerken dan tot de datum waarop voldaan is aan de voorwaarden om die bevordering te verkrijgen". De aan de Raad van State voorgelegde tekst komt wel aan die bedoeling tegemoet voor de operateurs-mechanografen (7°),

.../...

die worden bevorderd met terugwerkende kracht tot het tijdstip waarop zij geslaagd zijn voor het bijzonder technisch examen, maar niet voor de eerste mechanografen-specialisten, die worden benoemd met terugwerkende kracht, niet tot de datum waarop zij geslaagd zijn voor het bijzonder technisch examen, maar tot die waarop zij belast zijn met het uitoefenen van het ambt van eerste mechanograaf-specialist. De tekst van het derde lid van artikel 5 zou men dus met de wil van de Regering in overeenstemming moeten brengen door zowel aan de onder 7° als aan de onder 8° bedoelde bevorderingen uitwerking te verlenen op de dag waarop het personeelslid voor het bijzonder technisch examen geslaagd is, ten einde iedere discriminatie onder de personeelsleden te voorkomen.

*

In de door de Raad van State voorgestelde versie wordt artikel 5 de uitvoeringsbepaling (huidig artikel 8 van het ontwerp), terwijl de stof van het huidige artikel 5 behandeld is in artikel 3, onder artikel 46.

*

* *

Artikel 6 van het ontwerp.

Artikel 6 van het ontwerp behandelt op verschillende wijze informatici die in het bezit zijn van hetzelfde vereiste diploma en die hetzelfde ambt uitoefenen, en wel in het nadeel van de personeelsleden die benoemd zijn overeenkomstig artikel 5 van het ontwerp.

.../...

De Regering verantwoordt die bepaling als volgt :

"De regel van het eerste lid van artikel 6 van het ontwerp zorgt ervoor dat de bureauchefs die door verandering van graad informaticus A geworden zijn, niet in een betere situatie komen dan hun collega's die bureauchef gebleven zijn.

Die bureauchefs hebben in het Centrum voor informatieverwerking een praktische opleiding gekregen op grond waarvan zij, in het voordeel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, betrekkingen van informaticus A en vervolgens van informaticus B kunnen bekleden.

Die kwalificaties zijn echter niet voldoende om een verschillende situatie te wettigen.

Het tweede lid beantwoordt aan dezelfde bekommernis als het eerste lid : voor de betrokkenen de loopbaan van informaticus C openstellen in plaats van ze voor de loopbaan van dienstchef in competitie te brengen met hun vroegere collega's, zou hun een ongewettigd voordeel hebben verleend".

Ondanks die uitleg is het de Raad van State niet duidelijk op welke objectieve gronden de door artikel 6 van het ontwerp gemaakte discriminatie tussen informatici met dezelfde diploma's die hetzelfde ambt uitoefenen, bestaanbaar is met het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel.

Artikel 6 van het ontwerp moet dus vervallen.

.../...

Artikel 7 van het ontwerp.

Het tweede lid zou de bedoeling van de Regering beter weergeven indien het als volgt was geredigeerd : "Zij worden bij voorrang aangewezen voor de vacante betrekkingen van klasseerder-kopiist en van klerk". Het lijkt wel zo te zijn dat benoeming en dienstaanwijzing tegelijk zullen geschieden. Mocht de Regering met artikel 7 ook willen afwijken van de in het statuut bepaalde benoemingsvoorwaarden, onder meer wat de vereiste anciënniteit en de schriftelijke aanvraag bij de directeur-generaal betreft dan zou dat met zoveel woorden in de bepaling moeten worden gezegd.

*

Artikel 7 vervalt in de door de Raad van State voorgestelde versie (zie supra onder artikel 3 : artikel 47).

*

* *

Artikel 8 van het ontwerp.

Dit artikel vervalt in de door de Raad van State voorgestelde versie (zie supra, onder artikel 5).

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. DEBRA, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. DEBRA, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.